

## Communiqué de presse

Lancement de l'initiative populaire fédérale «Pour les transports publics»

# Pillage de la «caisse routière»

**Berne, 20.03.09 – routesuisse – Fédération routière suisse FRS prend acte du prochain lancement de l'initiative «Pour les transports publics», un nom sympathique à première vue. En y regardant de plus près on constate cependant que ce projet repose sur une idéologie poussiéreuse et rend un bien mauvais service aux transports terrestres dans leur ensemble, en affaiblissant et entravant volontairement le principal mode de transport, la route. Une fois de plus, quelques fans du chemin de fer attaquent le porte-monnaie des usagers de la route au lieu de veiller à ce que le rail couvre enfin les coûts qu'il occasionne.**

Les auteurs de cette initiative demandent que la moitié du produit des taxes sur les carburants aujourd'hui légalement affecté à la route, soit un peu plus de 1,7 milliard de francs en 2008, soit enlevée au trafic routier pour subventionner les transports publics et le transfert du trafic marchandises de la route au rail. C'est oublier que le développement des infrastructures des transports publics (TP) – du chemin de fer, notamment – s'est fait ses 10 dernières années largement aux frais de la route. Les subventions de la route au rail se montent ainsi déjà à quelque 1,8 milliard de francs par année, financés par la taxe poids lourds et les taxes sur les carburants, étant entendu que, le Conseil fédéral et le Parlement ont l'intention de poursuivre ce financement transversal du rail par la route dans le cadre du futur développement des transports publics / «Rail 2030».

Par ailleurs, il existe aujourd'hui un énorme besoin de rattrapage dans le domaine de l'infrastructure routière, qui doit être complétée dans les agglomérations du Plateau, dans le bassin lémanique (entre Lausanne et Genève) et, d'une manière générale, entre Berne et Zurich. Il faut également trouver rapidement une solution au problème de l'assainissement du tunnel routier du Gothard. Comme les travaux pour achever le réseau des routes nationales et éliminer les goulets d'étranglements autoroutiers exigeront **beaucoup plus de 40 milliards de francs** ces prochaines années selon la Confédération et les cantons, il est donc indispensable que l'argent de la route reste affecté à la route. On notera à ce propos que le Conseil fédéral a lancé récemment une discussion sur une augmentation importante de la surtaxe sur les carburants, pour assurer le financement des routes nationales.

En privant à nouveau le financement spécial de la circulation routière de sommes très importantes au profit des transports publics – ce qui revient au pillage de la «caisse routière» – on admet ainsi sciemment que le réseau des routes nationales ne pourra ni être achevé ni adapté à la croissance continue du trafic routier. Conséquences: des bouchons de plus en plus nombreux (qui entraînent d'énormes pertes économiques), le déplacement d'un important volume de trafic motorisé dans les villes et les villages et, en définitive, une dégradation de la sécurité routière. Si on veut réaliser tous les projets du trafic routier et des transports publics, il faudrait augmenter massivement la charge fiscale grevant les automobilistes, les motocyclistes et les transporteurs routiers, donc **augmenter de 40 à 50 ct. les taxes sur les carburants.**

Les auteurs de l'initiative populaire fédérale «Pour les transports publics» cherchent donc intentionnellement à entraver et à affaiblir le principal mode de transport de Suisse, étant entendu que la route assure environ 80% du trafic terrestre. **routesuisse** rejette avec détermination cette initiative qui contredit totalement le principe de causalité «qui coûte, paye» et mise sur un nouveau subventionnement des transports publics plutôt que sur leur optimisation. Cette initiative inspirée d'une idéologie poussiéreuse rend ainsi un très mauvais service au système global des transports terrestres en Suisse.